

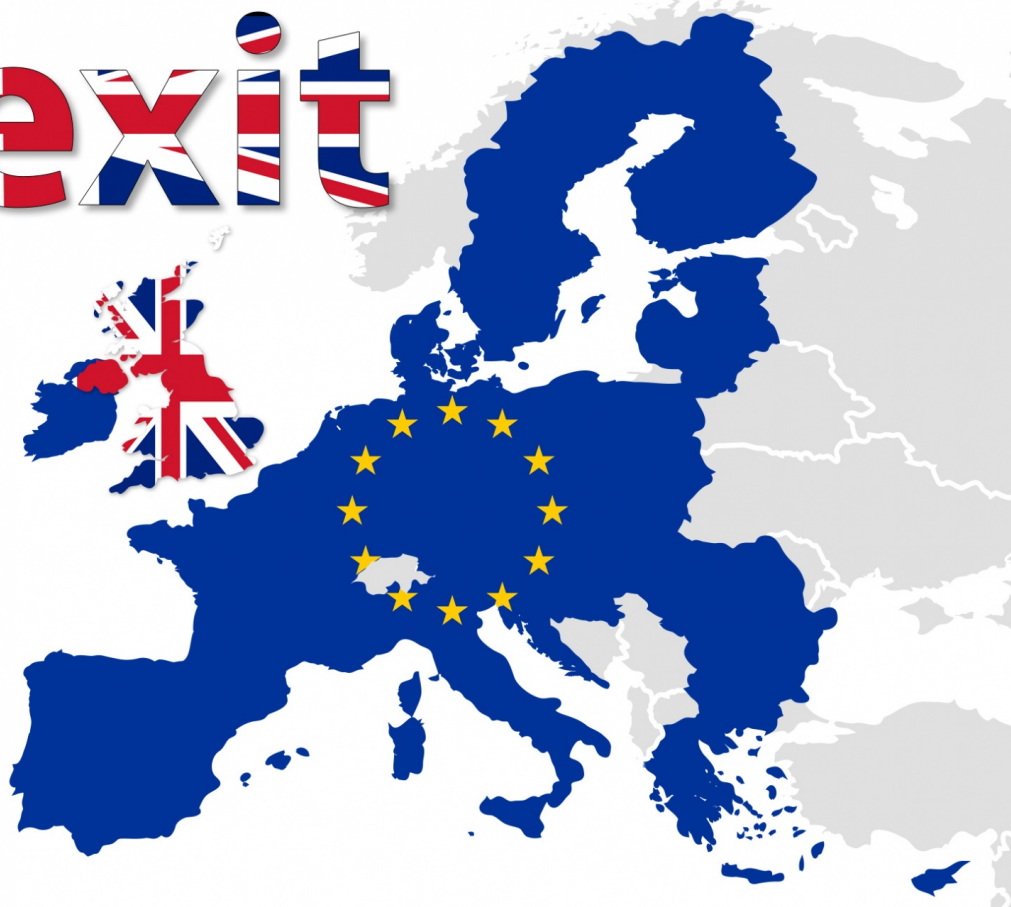
Brexit aussi à la COMECE ?

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Eglise universelle](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#)

Date : 28 juin 2016

Brexit



Le Brexit pourrait poser une question en interne à la Commission des Evêques de la Communauté européenne (COMECE) puisqu'elle est composée d'évêques délégués des 28 Etats membres de l'Union européenne. Pour le Royaume Uni, elle compte un évêque délégué de la Conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles, et un évêque délégué de la Conférence épiscopale écossaise. Cette question devrait être à l'ordre du jour de la prochaine assemblée plénière de la COMECE au mois d'octobre 2016 à Bruxelles.

Le débat sur l'avenir de l'Europe se poursuivra lors d'un congrès européen organisé par la COMECE, en octobre 2017, à l'occasion du 60e anniversaire des Traités de Rome.

Le cardinal Reinhard Marx, président de la COMECE a déclaré regretter le vote britannique, tout en appelant l'Europe à aller de l'avant (on ne sait pas trop où). Ce regard vers l'avenir, c'est la vocation de la COMECE, puisqu'elle a été créée il y a plus de trente ans pour penser et accompagner le projet européen. C'est ce qu'explique **Johanna Touzel** porte-parole de la COMECE.

Voici la déclaration du cardinal :

« Jeudi dernier, une majorité d'électeurs britanniques a voté par référendum pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Il convient naturellement de respecter cette décision des électeurs britanniques, même si nous la regrettons profondément en tant que COMECE. En effet, l'Union européenne est le projet d'une Communauté solidaire. C'est pourquoi le retrait volontaire d'un de ses membres est douloureux et a des conséquences pour tous les autres. Il faudra maintenir, utiliser et développer à l'avenir les multiples liens culturels et spirituels qui existent entre nous. Nous le savons : l'Europe est plus que l'Union européenne. Les étapes à venir des négociations concrètes sur le retrait et ses modalités vont exiger de toutes les parties concernées qu'elles fassent preuve de sens de la responsabilité et de mesure. En particulier, les plus faibles et les plus vulnérables, ni au Royaume-Uni, ni dans l'Union européenne, ne doivent être victimes de ce processus.

Après le référendum, le temps est venu pour l'Union européenne de regarder de l'avant. La décision des électeurs britanniques confronte l'Union et ses États membres à la question de leurs objectifs et de leurs devoirs. L'Union européenne a besoin d'un nouveau départ. Nous avons besoin en quelque sorte de "repenser" l'Europe. Les réflexions sur le développement futur de l'Union européenne doivent donc s'appuyer sur une participation élargie de la société. L'Europe et l'UE sont la responsabilité de tous, parce que c'est uniquement ensemble que les peuples de l'Europe seront en mesure de trouver un avenir meilleur. Il s'agit notamment de retrouver le chemin vers un «véritable humanisme européen», celui que le Pape **François** a encouragé les Européens à prendre dans son discours de réception du Prix Charlemagne. L'Eglise compte bien contribuer à ce débat nécessaire sur l'avenir de l'Europe. C'est pourquoi la COMECE organisera en octobre 2017, à l'occasion du 60e anniversaire des traités de Rome, un congrès afin d'insuffler les réflexions de l'Eglise dans le débat sur l'avenir de l'Union européenne.

Dans le même temps, l'Union européenne ne doit pas se figer dans l'autoréflexion. Que ce soit ensemble ou côte-à-côte, les peuples et les nations européennes ont une responsabilité morale envers le monde, les pays les plus pauvres, la sauvegarde de la création et la limitation du changement climatique. Grâce à l'Etat de droit et à la perspective d'une vie en paix et d'un niveau de vie élevé, l'Europe représente un pôle d'attraction pour de nombreuses personnes. Même sous des conditions politiques modifiées, l'UE devra continuer à être à la hauteur de sa responsabilité dans le monde.

Le nationalisme qui se renforce dans certains pays ne doit pas devenir à nouveau le levier de l'exclusion, de l'hostilité et de la discorde. Nous nous y opposerons en tant qu'Eglise de toutes nos forces. »